

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

FRANCIS DESJARDINS

Chronique des finances publiques

Journal de la société statistique de Paris, tome 34 (1893), p. 328-330

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1893__34__328_0

© Société de statistique de Paris, 1893, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

VI.
CHRONIQUE
DES FINANCES PUBLIQUES.

Il est à peine besoin de dire que le rôle principal de cette chronique est de tenir ses lecteurs au courant des résultats généraux de la gestion des deniers publics, en France d'abord, puis dans les principaux pays étrangers. Le complément naturel d'une revue des *faits financiers* est l'indication des *réformes* législatives qui ont pu ou pourront avoir sur ces faits une influence notable. Mais les limites que nous devons observer, à chaque trimestre, nous obligeant à ne promettre qu'un aperçu très sommaire, soit des budgets, soit de la législation, nous aurons soin de fournir souvent aux lecteurs le moyen de trouver ce que nous ne pourrions dire, en leur signalant les principales sources à consulter en matière de finances publiques.

Puisque à chaque pas nous allons parler budgets, il nous semble utile de rappeler que l'exercice financier n'a pas le même point de départ dans tous les pays et d'indiquer quelle est, pour les principaux d'entre eux, l'année budgétaire adoptée. En France, c'est au 1^{er} janvier qu'elle commence, comme l'année civile; en Angleterre, c'est au 1^{er} avril, et, dans la plupart des pays de l'Amérique, au 1^{er} juillet. De là trois groupes d'États, au point de vue de l'année budgétaire, le groupe français, le groupe anglais et le groupe américain. Voici, d'ailleurs, l'indication des principaux pays par groupes :

GROUPE FRANÇAIS.	GROUPE ANGLAIS.	GROUPE AMÉRICAIN.
(Année budgétaire commençant au 1 ^{er} janvier et finissant au 31 décembre.)	(Année budgétaire commençant au 1 ^{er} avril et finissant au 31 mars.)	(Année budgétaire commençant au 1 ^{er} juillet et finissant au 30 juin.)
France.	Angleterre.	États-Unis.
Autriche-Hongrie.	Inde anglaise.	Italie.
Belgique.	Colonies anglaises autres que le Canada, etc.	Espagne.
Pays-Bas.	Allemagne.	Portugal.
Russie (1).	Prusse.	Norvège.
Finlande.	La plupart des États allemands.	Japon.
Suède.	Danemark.	Canada.
Grèce.	Roumanie.	Mexique.
Suisse.		Bolivie.
Luxembourg.		Venezuela.

Au Brésil, l'année fiscale était, il y a sept ans encore, la même qu'aux États-Unis. Depuis 1888, elle commence au 1^{er} janvier, comme en France.

France.

FAITS FINANCIERS : I. *Situation de l'exercice 1892.* — D'après une des annexes insérées au projet de budget pour 1894 (2), la situation de l'exercice 1892 se présentait ainsi au 1^{er} mai 1893 : recettes 3,344,459,829 fr.; dépenses 3,391,036,345 fr.; excédent des dépenses sur les recettes 46,576,516 fr. Le Ministre des finances espérait qu'en tenant compte des annulations de crédits sans emploi à prévoir en règlement d'exercice, l'exercice 1892 serait réglé avec un chiffre à peu près égal de recettes et de dépenses.

II. *Revenus de l'État pendant le 1^{er} semestre de 1893.* — Les recettes effectuées peuvent se résumer ainsi (3) : contributions directes 375,740,600 fr.; taxes assimilées 10,034,200 fr.; impôt de 4 p 0/0 35,853,000 fr.; enregistrement 258,147,000 fr.; timbre 75,950,700 fr.; douanes (sels et sucres non compris) 202,672,000 fr.; contributions indirectes (sels, sucres et monopoles non compris) 279,626,000 fr.; sels 14,140,000 fr.; sucres 78,298,000 fr.; tabacs 183,577,000 fr.; allumettes, poudres, etc., 15,579,500 fr.; postes, télégraphes et téléphones, 96,428,300 fr.; domaines 7,712,200 fr.; autres recettes 22,764,100 fr. Total des revenus de l'État (non compris les contributions directes et les taxes assimilées) 1,270,747,800 fr. Ces chiffres ne comprennent pas les recettes de l'Algérie, qui s'élèvent à un total de 13,558,700 fr., y compris les impôts directs (318,400 fr.); soit, pour la France et l'Algérie réunies, un total général de 1,284,306,500 fr.

III. *Budget de 1894.* — Ce budget a été définitivement voté le 22 juillet dernier (4). Voici comment peuvent se résumer les évaluations des recettes et dépenses :

Budget de 1894 (France et Algérie).

	<i>Recettes.</i>		
	France.	Algérie.	Total.
	frances.		
Impôts directs	501,056,924	12,933,475	513,990,399
Impôts et revenus indirects	2,050,518,680	22,361,908	2,072,880,588
Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	629,044,880	5,222,917	634,267,797
Produits et revenus du domaine de l'État . .	47,452,020	3,109,700	50,561,720
Produits divers du budget	58,550,892	1,004,650	59,555,542
Ressources exceptionnelles	29,669,402	»	29,669,402
Recettes d'ordre	74,447,084	3,658,500	78,105,584
Recettes totales	3,390,739,882	48,291,150	3,439,031,032

(1) Rappelons que le 1^{er} janvier de la Russie retarde de 12 jours par rapport au nôtre.
 (2) Voir le volume du projet déposé à la Chambre des députés le 16 mai 1893.
 (3) Voir le *Journal officiel* du 11 juillet 1893.
 (4) Voir le *Journal officiel* du 27 juillet 1893.

	Dépenses.		
	France.	Algérie.	Total.
	—	—	—
	Franca.		
Dette publique	1,284,568,168	»	1,284,568,168
Pouvoirs publics	13,171,720	»	13,171,720
Services généraux des ministères.	1,670,694,987	54,379,193	1,725,074,180
Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts	358,334,719	14,746,536	373,081,255
Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	42,132,500	992,800	43,125,300
Dépenses totales.	3,368,902,094	70,118,529	3,439,020,623

La balance générale présente ainsi un excédent de recettes de 10,409 fr.

RÉFORMES FINANCIÈRES. — De nombreuses réformes ont été introduites par la loi de finances du 28 avril 1893 (1). Nous devons, vu l'espace restreint dont nous disposons, nous borner à les signaler : réforme concernant les patentes; création d'un impôt sur les vélocipèdes (mis en vigueur le 1^{er} juin 1893); réforme des droits d'enregistrement; création d'un impôt sur les opérations de bourse (à partir du 1^{er} juin 1893); application de l'impôt des licences en Algérie (à partir du 1^{er} juillet 1893). La suppression du budget des dépenses sur ressources spéciales, par l'incorporation au budget général de celles de ces dépenses qui incombent à l'État, avait été consacrée par la loi du 18 juillet 1892, relative aux contributions directes de l'exercice 1893. C'est une simplification dont les statisticiens doivent se féliciter.

Entre les deux lois de finances qui se sont suivies de si près, budget de 1893 et budget de 1894, on trouve une loi importante, en date du 30 juin 1893 (2), portant dégrèvement des droits de douane sur les pétroles et autres huiles minérales, réforme qui a servi de base à la convention commerciale franco-russe (3).

Quant au budget de 1894 (voté en 14 jours par la Chambre des députés, qui avait mis 14 mois à voter celui de 1893), budget qui, tel qu'il était présenté par le Gouvernement, promettait deux réformes de la plus haute importance, la réforme du régime des boissons et la substitution d'une surtaxe de la propriété bâtie à l'impôt des portes et fenêtres, on n'y trouve plus qu'une seule innovation, la liquidation des comptes spéciaux de subventions et d'avances faites à la Caisse des chemins vicinaux et à la Caisse des écoles. Le soin de résoudre les graves questions que le Parlement a disjointes du budget est réservé à la prochaine législature.

Parmi les documents parlementaires qui ont été présentés au Parlement à l'occasion du budget de 1894, nous signalerons à ceux qui s'intéressent aux chemins de fer, le rapport de M. Cornudet (4), étude développée des questions de garanties d'intérêts, des projets et travaux de chemins de fer.

A l'occasion de la proposition déposée le 7 mars dernier et ainsi conçue : « La Chambre des députés invite le Ministre des finances à annexer, chaque année, au *Compte général* de l'Administration des finances, l'état détaillé de la dette de la France et des engagements du Trésor au 31 décembre précédent », M. Camille Fouquet, député, a annexé à cette proposition une étude importante sur la marche de la dette de l'Etat dans la période étendue qui va de 1869 à 1891.

On sait que le *Dictionnaire des finances*, rédigé sous la haute direction de M. Léon Say, est toujours en voie de publication. Il nous paraît à propos de mentionner ici les deux fascicules qui ont paru dans le semestre qui vient de finir (fascicules 20 et 21). Dans le premier on trouve quatre articles importants : *La Contribution personnelle-mobilière*, par M. Hennebique; *l'Impôt sur les portes et fenêtres*, par M. Edouard Arnoux; les *Postes*, par M. Jaccotey; et les *Poudres*, article non signé. Dans le fascicule 21, signalons à l'attention des lecteurs les articles intitulés : *Rentes sur l'État*, par M. de Bray; *Impôt sur le revenu*, par M. de Swarte; *Richesse*, par M. de Foville.

Force nous est, pour observer les limites de notre cadre, de remettre au mois de novembre la partie de cette chronique concernant les pays étrangers.

Francis DESJARDINS.

(1) Voir le texte de cette loi au *Journal officiel* du 29 avril 1893.

(2) Voir le *Journal officiel* du 1^{er} juillet 1893.

(3) Voir le *Journal officiel* du 8 juillet. Voir aussi la chronique que notre livraison du mois dernier doit à M. Liégeard.

(4) Document parlementaire n° 2849.